Questes

Revue pluridisciplinaire d'études médiévales

14 | 2008

Violences médiévales

La violence en question. L'exemple de l'incendie du Château du Gua (Dauphiné) en 1382

Bruno Varennes

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questes/405>

DOI : 10.4000/questes.405

ISSN : 2109-9472

Éditeur

Les Amis de Questes

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2008

Pagination : 36-50

ISSN : 2102-7188

Référence électronique

Bruno Varennes, « La violence en question. L'exemple de l'incendie du Château du Gua (Dauphiné) en 1382 », *Questes* [En ligne], 14 | 2008, mis en ligne le 01 janvier 2014, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questes/405> ; DOI : 10.4000/questes.405

La violence en question

L'exemple de l'incendie du Château du Gua (Dauphiné) en 1382

Bruno VARENNES

Cadre géographique et temporel

Le château du Gua s'élevait au sud de Grenoble, sur le flan oriental du Vercors, dans le baillage de Grésivaudan, au cœur du Dauphiné. Situé dans l'actuel canton de Vif, posté sur un mamelon auprès d'un gué (le *Gua*) sur un torrent de montagne, il défendait l'accès au vallon supérieur de la paroisse de Prélénfrey, en position de fortification de Cluse. Il dominait alors la vallée du Drac, cours d'eau aux limites des diocèses de Grenoble et de Die, et la voie de circulation de Grenoble vers Gap et Aix-en-Provence.

Un échange de fiefs (*mutatio castris* ou « *venditionis* ») effectué entre le Dauphin Humbert I^{er} et Rodolphe du Gua, entre 1284 et 1288¹, confirmé en

¹ AD38 G 659, *Cure du Genevrey, Sur les exceptions dont Messire François Chevallier Distral seigneur de Sinard conseiller au Parlement a fait usage, pièce de procédure du premier procès, commentaire du testament d'Eynarde de Silvone (1374) et de l'investiture de 1392*, fin XVII^e siècle, feuillet papier et *Cure du Genevrey, pièce de procédure du second procès, commentaire du testament d'Eynarde de Silvone (1374) et de l'investiture de 1392 (1)*, fin XVIII^e siècle, feuillet papier ; *Cure du Genevrey, Vente passée par Humbert Dauphin a Rodolphe de Vado ou du Gua du château du Gua appartenances et dépendances et spécialement le fief de Miribel et le fief de Sinard et Silvonne, 1 août 1288*, deux feuillets papier, copie du 18 mai 1772 ; et BMG U 5199, *Vente de la terre de la Ferrière du Gua par le sérénissime Humbert dauphin comte de vienne & Albon & de madame la dauphine a noble Rodolphe du Gua, devant Petrus Biviaci, notaire, le 2 août 1288*, dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, ms. s. d. XVIII^e s., p. 1-5.

1291², fait sortir la fortification des possessions delphinales. Elle échoit par mariage à la famille de Bérenger³. En limite des terres tenues en propre par le Dauphin, le fief (se dit *mandement*, en Dauphiné, dès après 1050-1057⁴) est en bordure d'une zone où, à la fin du XIII^e siècle, les familles seigneuriales restent assez fortes pour contester le pouvoir des grands seigneurs⁵.

Les pièces d'archives permettant d'entreapercevoir le château et son voisinage sont rares. On sait qu'un hameau se dressait à proximité déjà au début du XIV^e siècle⁶, et une chapelle consacrée à saint Nicolas, attestée depuis le XII^e

² Ratification de la vente de la terre du Gua, devant Guidone, notaire, en mars 1291, dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, ms. s. d. XVIII^e s., p. 5-8.

³ Le Dauphin délaisse le « *castrum de Gado* » en faveur de ceux de Puy Boson et de Morges, situés en Trièves, plus au sud, ce qui lui permet de s'imposer au cœur de terres tenues par des seigneurs puissants et luttant pied à pied contre le Dauphin et l'évêque de Die. D'après Jean-Claude Michel, c'est en 1309 que Rodolphe de Bérenger, époux de Marguerite du Gua, devint châtelain. Jean-Claude MICHEL, « Château delphinal du Gua » *La vallée de La Gresse*, catalogue de l'exposition, coll. *Archéologie Chez Vous* n° 4, Grenoble, Musée Dauphinois / Conservation du Patrimoine de l'Isère, 1985, p. 40, notice 162. BMG U 5199, *Promesse passée par Guigues Richard, curé de Prélénfrey, au seigneur Rodolphe du Gua, au sujet de la dime appartenant à la chapelle de Saint-Nicolas, devant Guillaume Guichard, notaire, en 1304*, dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, ms. s. d. XVII^e s., p. 8-9 ; et R 7670^{II}/9, « *Succincte analyse* », pièce de procès, seconde moitié du XVIII^e siècle ou début du XIX^e siècle (1 feuillet papier).

⁴ René FAVIER (dir.), *Nouvelle histoire du Dauphiné*, Grenoble, Glénat, 2007, p. 49.

⁵ Ils s'opposent au Dauphin, ainsi qu'au chapitre et à l'évêque de Die : les terres qui composaient le domaine seigneurial du chapitre étaient nombreuses (Tréminis, Cheyssiliane, Bâtie-d'Avane, Thorane, Trezane, Saint-Martin-de-Clelles, Autaret, et Treffort, la moitié de Foillans, le quart de la terre de Clelles, la moitié de la montagne de Montbel). Jacques CHEVALIER, *Essai historique sur l'Église et la ville de Die*, tome premier, « Depuis les origines jusqu'à l'année 1276 », Montélimar, 1888, p. 420 ; et tome second, « Depuis l'année 1277 jusqu'en l'année 1508 », Valence, Céas, 1896, p. 72. L'acte de visite est conservé à la Bibliothèque Municipale de Grenoble. BMG R. 80, n°9, publié dans Ulysse CHEVALIER, *Regeste Dauphinois, ou Répertoire chronologique et analytique des documents imprimés et manuscrits relatifs à l'histoire du Dauphiné des origines à l'année 1349*, notice 12764.

⁶ Dès 1327 on individualise un véritable hameau au Gua, auprès du château : le préambule d'un terrier retranscrit à la fin du XVII^e siècle met en avant la « *place de Saramand Graelle* » (en fait le *plassage*, c'est-à-dire la cour), et un moulin. Plus en avant dans le siècle, c'est « *in domo Petri Samandi* » que le seigneur Jean Bérenger, en 1373, passe devant le notaire Didier de Miribel une série d'actes instaurant un recteur pour la chapelle. BMG R 7670^{II}/5, *Traduction littérale du preambule du terrier de 1327*, 9 juin 1327, transcription en français, seconde moitié du XVIII^e siècle (1 feuillet papier) ; et U 5199, *Donation, faire par Jean de Bérenger du Gua de vingt setiers d'avoine appartenant à la chapelle de Saint-Nicolas, a élire*

siècle, est dévoilée « *subtus Vadum prope castrum* »⁷, d'après une pièce de 1373⁸.

Sur une durée de près d'un siècle, la guerre est aux portes du Dauphiné, quand elle ne se porte pas au cœur des vallées alpines. Lorsque les destructions ne sont pas le fait de la guerre contre la Savoie – qui s'amorce « peu à peu une ouverture vers la Méditerranée »⁹ –, ce sont les compagnies de soldats démobilisés de la guerre de cent ans, ou œuvrant pour les papes, en Italie, qui sont à l'origine de destructions. Dès 1357, les « grandes compagnies » sont en Avignon, et dix ans plus tard, elles remontent en Dauphiné, s'attaquant même aux villes épiscopales¹⁰. Leur présence est attestée dans la province jusqu'en 1450¹¹. Cette violence endémique entraîne une politique de remise en état des fortifications et plusieurs chevauchées de la noblesse dauphinoise dans les

chapelaine d'icelle, & autres choses contenues au dit acte, devant Didier de Miribel, notaire, le 18 octobre 1373, dans Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua, p. 8-9.

⁷ « Sous le Gua, à côté du château ».

⁸ Une « *capella de Guado* » est citée au début du XII^e siècle dans un registre d'imposition du diocèse de Grenoble, mais un lieu de culte à saint Nicolas n'est évoqué qu'à partir de 1304. Pouillé du diocèse de Grenoble sans date (entre 1080-1132), dressé vers 1115, dans Jules MARION, *Cartulaires de l'Eglise cathédrale de Grenoble, dits Cartulaires Saint Hugues*, Paris, 1869 ; Pouillé [1115] (p. 183-193) est inclus dans le 3^e cartulaire ou cartulaire C (p. 183-256) ; *In archipresbyteratu ultra Dravum*, p. 183. Promesse passée par Guigues Richard, curé de Prélénfrey, au seigneur Rodolphe du Gua, au sujet de la dîme appartenant à la chapelle de Saint-Nicolas, devant Guillaume Guichard, notaire, en 1304, dans BMG U 5199, *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, ms. s. d. XVII^e s., p. 8-9.

⁹ La Savoie, dès le second quart du XIV^e siècle, se lance dans une expansion maintenue en Piémont, en direction de Biella, Vercelli, dès 1382 Alba et Asti, puis, dès 1388 la Viguerie de Nice et Vintimille. Les guerres contre le Dauphiné sont quasi permanentes, ainsi en 1362, et encore en 1383. Voir surtout Nathalie NICOLAS, *La guerre et les fortifications du Haut-Dauphiné. Étude archéologique des travaux des châteaux et des villes à la fin du Moyen Âge*, Aix-en-Provence, Presses Universitaires de l'Université de Provence, 2005, p. 24-25.

¹⁰ L'an 1374, des compagnies ravagent les faubourgs de Die, qui ne doit sa survie qu'à ses remparts. Grenoble, est, elle, traversée par les routiers dès l'année suivante. Voir Nathalie NICOLAS, *La guerre et les fortifications du Haut-Dauphiné*, op. cit., p. 43, et René FAVIER (dir.), *Nouvelle histoire du Dauphiné*, op. cit., p. 83.

¹¹ « On les a vu arriver une première fois en 1357, lors de la première guerre de Provence », et ils reviennent « jusqu'en 1450 ». Voir René FAVIER (dir.), *Nouvelle histoire du Dauphiné*, op. cit., p. 76, et Nathalie NICOLAS, *La guerre et les fortifications du Haut-Dauphiné*, op. cit., p. 32.

vallées alpines (Trièves, Gapençais, Embrunais), diligentées par le gouverneur Raoul de Louppy¹², sujet de la thèse récente de Nathalie Nicolas¹³.

C'est au cœur de cette période que le château a été attaqué et brûlé, vers 1382¹⁴, par une compagnie armée, semble-t-il le mardi avant les Rameaux, sans que l'on sache ce qu'il est advenu des habitats et de la chapelle.

La source : le testament d'Eynarde de Silvone (Enardae Silvonaë)

Sur le territoire dépendant de la fortification se trouve un fief tenu par *Aimaris Silvonis*, à la fin du XIII^e siècle¹⁵. Au siècle suivant, c'est un ajout au testament d'Eynarde de Silvone (*Enardae Silvonaë*), descendante d'*Aimaris Silvonis*, qui nous des renseignements sur un incendie survenu, en 1382, au château. L'acte remonte à 1374, mais il n'a pas été conservé sous sa forme originelle. Copié une première fois à la fin du XIV^e siècle, après l'incendie, il l'a été de nouveau à la fin du XVII^e siècle, pour un procès¹⁶. La pièce, de manière classique, expose les dernières volontés d'Eynarde de Silvone, dont un legs de cinq setiers de froment de droits sur quelques pièces de terres, en faveur de l'église voisine du Genevrey de Vif où la testatrice souhaite être enterrée.

Après l'acte, lors d'un recollement d'actes notariés effectué en 1392, le notaire a inséré un passage exposant la venue dans ce lieu d'une troupe en

¹² Raoul de Louppy est nommé gouverneur le 5 octobre 1361 : il ordonne plusieurs chevauchées, dès 1368. Voir Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 40.

¹³ Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, 377 p.

¹⁴ La date de 1382 nous semble assurée mais n'est citée qu'une seule fois. Elle reste sujette à caution, le texte étant rédigé dix ans plus tard. Le jour même de l'événement, le mardi avant les Rameaux, apparaît plus sûr. L'attaque, un jour de fête religieuse, a marqué les esprits. AD38 G 659, *Testament d'Eynarde de Silvone, 30 juillet 1374*, dans *Cure du Genevrey, Pièce de procédure de procès, copie moderne de 1673, dressé pour Jacques Allaguier, curé, feuillets papier*.

¹⁵ BMG U 5199, *Vente de la terre de la Ferrière du Gua par le sérénissime Humbert dauphin comte de vienne & Albon & de madame la dauphine a noble Rodolphe du Gua, devant Petrus Biviaci, notaire, le 2 août 1288*, dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, ms. s. d. XVIII^e s., p. 1-5.

¹⁶ AD38 G 659, *Testament d'Eynarde de Silvone, 30 juillet 1374*, dans *Cure du Genevrey, Pièce de procédure de procès, copie moderne de 1673, dressé pour Jacques Allaguier, curé, feuillets papier*.

armes, qui a malheureusement détruit le château et les pièces d'archives qu'il renfermait, une dizaine d'années auparavant. Le document rapporte une violence contre les hommes et les biens, vu par les hommes de lettres que sont les notaires, et aborde plusieurs axes.

Si la crainte des violences et leur cortège de destructions, sont ici évoqués, la teneur de la violence elle-même, sa portée, sa durée, le champ sur lequel elle s'exerce, restent flous.

I. La peur de la violence et la violence en elle-même

La peur de la violence transparaît essentiellement au travers du comportement du curé de la paroisse voisine du Genevrey.

La peur : la réaction du chapelain du Genevrey

Petro Nicolaii, curé de l'« *ecclesia beata maria de Genebreto* », paroisse qui relève, pour partie du moins, du château et du mandement, vient mettre en sûreté dans la fortification une arche – de grande taille : elle peut contenir environ « *quadraginta sestariorum bladi* »¹⁷ – dans laquelle il avait disposé « *inter cetera alia bona sua ec dictae ecclesia plura scripta ec justiciam faciendam pro utilitates [utilitates] dictae ecclesiae* »¹⁸.

Le prêtre a donc peur pour son église, puisqu'il met en sûreté les objets de valeurs de cette dernière, peut-être le petit mobilier de culte (chandeliers, calices), avec les pièces d'archives. Cette peur est légitime : l'église Notre-Dame, sur le bord de l'*iter publicus*¹⁹, est une proie facile, et depuis près de trente ans, la crainte des pillages est présente. Malgré « le droit de sauvegarde »

¹⁷ « Quarante sestiers de blé ».

¹⁸ « Parmi d'autres biens de ladite église [Notre-Dame du Genevrey], plusieurs écrits de justice rédigés pour l'usage de ladite église ». AD38 G 659, Testament d'Eynarde de Silvone, 30 juillet 1374, dans *Cure du Genevrey, Pièce de procédure de procès, copie moderne de 1673, dressé pour Jacques Allaguier, curé, feuillets papier*.

¹⁹ Le *Chemin public*.

censé les protéger, les abbayes et prieurés sont des proies faciles et les premiers attaqués²⁰. La mise sous la protection du *castrum* des biens est donc programmée : elle révèle une conscience profonde du danger des routiers. Cet élément se pose en indice d'une certaine information de la population, qui devait suivre les mouvements de cette compagnie, et tentait d'en prévenir les délits. Plus de vingt ans après le début des déprédations, et après la première chevauchée de nobles du Dauphiné, à laquelle participa un Jean Bérenger²¹, simple écuyer, les communautés de cette partie du Grésivaudan semblent « préparées » à l'arrivée des compagnies.

Il semble néanmoins que l'église du Genevrey n'ait pas souffert de la troupe armée passée dans le lieu : les visites pastorales des évêques de Grenoble de la fin du XIV^e ou du XV^e siècles ne soufflent mot de destructions, qui ne sont néanmoins pas à exclure.

La violence : la destruction du château

Relevant du « *potentis viri Joannis Berengarii* »²², le château est incendié. La destruction est importante, puisque « *totam exceptis parietibus destructum est igne ineffabili urente* »²³. À en croire le texte, alors qu'aucune autre description n'existe des lieux au lendemain du sinistre, ce ne sont que les parois de la structure castrale qui subsistent après l'incendie : la ruine semble totale. On notera que la violence est ici réduite à sa plus simple expression, et à quelques lignes.

En définitive, la relation par les notaires est classique : la destruction d'un pôle castral est un élément fort, ancré dans les mémoires, agissant comme

²⁰ Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 36.

²¹ Il n'est pas possible, dans l'état actuel des connaissances, de savoir si le Jean Bérenger cité ici est l'un des seigneurs de Morges – Jean II Bérenger de Morges testant le 20 novembre 1382 – ou du Gua – Jean I Bérenger du Gua testant le 13 août 1361. Yves SOULINGEAS, *Archives familiales du Dauphiné*, tome II, *Archives du château de Sassenage*, parchemins, répertoire numérique détaillé, AD38, Grenoble, 2001 (document dactylographié).

²² « *Puissant seigneur Jean Bérenger* ».

²³ « *Tout, à l'exception des parois, a été détruit par un feu terrible dévorant* ».

« marqueur » temporel. C'est un lieu de pouvoir qui a été agressé, alors même que le seigneur du lieu est présenté comme puissant. On notera l'absence de toute référence à un combat et, surtout, à une quelconque défense : mais rappelons que les armes sont rares, et N. Nicolas note que dans les châteaux delphinaux ou provençaux, elles sont souvent « incomplètes et en mauvais état »²⁴. Elle révèle aussi que la venue des hommes d'armes issus de la noblesse dauphinoise « n'est suivie d'aucun combat direct avec les routiers ». Le « théâtre des opérations militaires – si elles ont lieu en Haut-Dauphiné – échappe totalement à notre documentation »²⁵, comme ici, en Grésivaudan.

Enfin, l'absence de toute mention de destruction des autres éléments bâtis, présents au côté du château du Gua est, là encore, surprenante.

La violence : la destruction des archives

Est souligné le fait que « *plura scripta ec justiticiam faciendam pro utilitates dictae ecclesiae* »²⁶ étaient enfermés dans l'arche mise à l'abri dans le château, et qu'ils ont été « *dicto igne combusta* »²⁷. Cette destruction est exposée par le rédacteur comme un « *dampnum et preiudicium* »²⁸ pour ladite église. Cette remarque, d'un point de vue strictement clérical, est, elle aussi, commune, la préservation des droits étant une inquiétude récurrente.

De même, les seuls hommes dont on s'inquiète ne sont que les « *tam per notarios nunc superuiuentes qua premortuos olim* »²⁹. L'inquiétude et l'acuité

²⁴ Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 127. Les deux « *canons a feu dicts arquebuzes a la façon d'un bombard* », présents dans un inventaire du prieuré chaffrien de la ville de Vif, voisine, en 1487, font encore figure d'exception. BMG R 8133/liasse n°3/1bis, *Réduction faite aux mains du Dauphin par Jean Beatrix secrétaire delphinal député par la cour de parlement*, ou *Inventaire des effets du prieuré*, 14 octobre 1497, f°5v° ; l'original en latin étant le BMG R 8133/liasse n°3/1, *Reductio facta ad manum Dalphinalis per me Johannem Beatrix secretarius dalphinalis commissarius*, 14 octobre 1497, citation f°10v°.

²⁵ Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 60.

²⁶ « *Plusieurs écrits de justice rédigés pour l'usage de ladite église* ».

²⁷ « *détruits par ce feu* ».

²⁸ Un « *dommage et préjudice* ».

²⁹ Les « *notaires tant survivants que déjà morts auparavant* ».

pour l'écrit sont ici évidemment surreprésentées par l'origine même de la source. Hommes de lettres, les notaires, comme Pierre Nicolas, le curé du Genevrey, s'inquiètent de ces pertes humaines comme scripturales, la disparition d'un notaire se rapprochant ici de la destruction d'une partie des actes qu'il avait compilé.

La violence visible est par conséquent, ici, réduite à des lieux communs. Au-delà des dégâts mentionnés provoqués par la troupe, où s'est-elle arrêtée ? En présence d'édifices cultuels à proximité et d'un moulin, on peut légitimement se demander si une part des destructions matérielles n'est pas occultée par les pièces d'archives.

II. Violence occultée...

La chapelle consacrée à saint Nicolas n'est pas citée parmi les destructions. Or, si l'église du Genevrey se pose comme un bâtiment attractif pour une troupe en armes, car lieu d'une certaine richesse thésaurisée, la chapelle érigée au pied du château avec son hameau pouvait – quoique de manière moindre – l'être elle aussi.

La place de la chapelle auprès du château

Liée au *castrum* depuis le XII^e siècle, la chapelle est dotée par chaque famille investissant le château, assurément depuis le début du XIV^e siècle³⁰. Deux nominations de chapelains-recteurs sont effectuées avant l'attaque des

³⁰ La famille du Gua, la première après le Dauphin, s'investie dans le lieu de culte. Elle est suivie, aux siècles suivants, par la famille de Bérenger, qui nomme des chapelains et des recteurs jusqu'à l'époque moderne. BMG U 5199, *Promesse passée par Guiguo Richardi, curé de Prélénfrey, au seigneur Rodolphe du Gua, au sujet de la dime appartenant à la chapelle de Saint-Nicolas, devant Guillelmo Girardi, notaire, l'an 1304*, dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua*, p. 8-9.

lieux. Deux ans auparavant, c'est *Guigonis Maleti*³¹ qui est « *capellani* » et « *rectori* »³², comme l'était son prédécesseur *Stephani Elisii*, nommé en 1373. Lors de son investiture, le seigneur du Gua, Jean I Béranger du Gua, met à la disposition du desservant « *quoddam chasale domus unam* », ainsi qu'une pièce de terre, « *juxta dictam capellam* »³³. Sur le temps long (1304-1537), la chapelle se révèle n'être qu'un édifice privé, réservé à un office seigneurial, alors qu'elle est à proximité du hameau³⁴.

Une dizaine d'années après l'incendie du château, la chapelle est posée comme référent visuel délimitant le cadre géographique de pièces de terres reconnues. Sur vingt-cinq reconnaissances de terres compilées, dix-sept reprennent une formule-type incluant, outre la chapelle, deux lieux comme

³¹ BMG U 5199, *Reconnaissance de Petrus Betto, de la paroisse d'Avignonet, le 1^{er} avril 1380, et Reconnaissance de Margerita Assella, uxor Goneti Bredi, le 10 août 1380, dans Reconnaissances passées par ordre & volonté du dit seigneur Jean de Béranger par plusieurs emphiteotes, au profit d'Etienne Elise, chapelain de la chapelle de Saint-Nicolas, devant Didier de Miribel, notaire, 15 novembre 1377 – 1^{er} avril 1380, dans Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua, ms. s. d. XVII^e s., p. 31- 38.*

³² *Chapelain et recteur.*

³³ « *Un chazal (ou) une maison* », le *chazal* étant synonyme de petite maison, ainsi qu'une pièce de terre « *auprès de ladite chapelle* ». L'ensemble est loué pour la somme d'un denier de cens. BMG U 5199, *Donation, faite par Jean de Béranger seigneur du Gua des vingt sétiers d'avoine appartenant à la chapelle de saint Nicolas, à élire chapelain d'icelle, & autres choses contenuës au dit acte, reçu, Mre Disdier de Miribel, notaire, le 18 octobre 1373, dans Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua, ms. s. d. XVIII^e s., p. 15-19.*

³⁴ BMG U 5199, *Promesse passée par Guigues Richard, curé de Prélénfrey, au seigneur Rodolphe du Gua, au sujet de la dime appartenant à la chapelle de Saint-Nicolas, devant Guillaume Guichard, notaire, en 1304, dans Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua, ms. s. d. XVII^e s., p. 8-9 ; et R 7670^{11/9}, « *Succincte analyse* », *pièce de procès*, seconde moitié du XVIII^e siècle ou début XIX^e siècle (1 feuillet papier). « *Georgio Bosonis rectoris ejusdem capella* » est attesté en archives du 28 janvier 1527 jusqu'au 30 janvier 1537. BMG U 5199, *Recognitio Petri Giroudi alias Cala de Sancti Martini de Clusa(m)* (28 janv. 1527) ; *Recognitio Beatrisia Molina uxoris Claudi Albi Piola de Pasqueriis* (13 février 1527) ; *Recognitio Humberti Chanuti Deytrail fili quondam Antonii de Chabouderiis parochia & mandamenti Clusa* (16 avril 1528) ; *Recognitio Petri Albi Piola Senioris de Pasqueriis* (14 juin 1528) et *Recognitio Petri Monerii Bilar de Crosetis, parochia Vivi* (30 janvier 1537), dans *Terrier des biens de la chapelle Saint-Nicolas du château du Gua, dressé par M^e Christophe Sonnier, no^{re} à Vif*, (28 janvier 1527 – 30 janvier 1537), dans *Registre des reconnaissances au profit des recteurs de la chapelle de Saint-Nicolas fondée au château du Gua, s. n.**

référents (le « *mansum sancti Nicolay de Combi* »³⁵, sur la paroisse voisine de Varces, et un lieu-dit *Soylleti*, non localisé). Bornage rudimentaire, qui délimite en fait des pans de montagnes de part et d'autre d'une ligne de crête, il pose comme *terminus* le site cultuel. Ce n'est pas le hameau, et encore moins le *castrum*, qui sert de borne, mais uniquement le lieu de culte³⁶. L'édifice est-il référent par absence d'un château ruiné ? Le site étant sur un promontoire, visible, cette hypothèse nous semble devoir être écartée.

Un non-événement ?

Aucun commentaire n'est fait concernant d'autre incendie que celui du *castrum*. Situés auprès du château, il reste improbable que la chapelle et le hameau, doté d'un moulin, n'aient pas subi les affres de la destruction.

Si la peur de la ruine d'un bâti religieux est présente dans le document, c'est de manière secondaire : on expose *pourquoi* les pièces d'archives de l'église du Genevrey ont été renfermées au château, et perdues. Tout autre perte semble n'être qu'un *non-événement* pour le regard du notaire. Dès lors, les dégâts causés hors du cadre de la conservation de l'écrit ne sont pas présents.

Néanmoins, si cette lecture peut expliquer un certain désintérêt, il semble étrange qu'elle écarte de son rapide exposé des éléments jouant un tel rôle religieux, de référent topographique dans des actes notariés, et, encore, économique au travers du moulin.

III. ... ou violence ciblée ?

³⁵ Le « *manse saint Nicolas de La Combe* ».

³⁶ Des biens tenus dans ce manse sont cités dans deux autres reconnaissances, qui ne mentionnent pas la chapelle. BMG R 7670^{II}/7, *Reconnaissance de Margarita, uxor Johannis Barleterii*, du 14 janvier 1391, dans *Terrier des reconnaissances de 1391, dressé d'après les registres des notaires Pierre de Serre (Petro de Serro) et Jean Tissot (Johannes Teyssoti)*, copies de Brumaire An II, dont un acte traduit en français (liasses papier reliées).

La déprédation est organisée : c'est, semble-t-il, uniquement le château qui est visé par la compagnie. Dès lors, derrière l'aspect anecdotique de la mention conservée, se trouve une situation classique de collusion d'un groupe de routiers dans un but, en définitive, peu commun.

Le château, objectif de l'attaque ?

À défaut d'autres pièces venant compléter ce tableau rapide de l'incendie du château, une hypothèse semble valide, celle d'une violence ciblée.

La troupe en armes est de passage : elle n'est pas en errance. Les populations savent que cette compagnie va arriver, puisque l'arche est mise en sécurité depuis le Genevrey, ce qui sous-entend un transport sur plus de deux kilomètres, et 400 mètres de « dénivellation positive ».

Dès lors, la troupe, qui sait que le vide se fait au-devant d'elle, a pu cibler le site qu'elle allait agresser, afin de rationaliser le pillage. Le château se pose en fortification isolée dans la campagne : il est éloigné du bourg de Vif, duquel il ne peut espérer aucun secours important, et qui a peut-être subi les affres de la compagnie, alors que les dissensions entre les familles nobles locales sont grandes et limitent l'entraide³⁷.

La défense du *castrum* doit se suffire à elle-même. Il a attiré à lui les richesses des lieux de culte des environs, celles de l'église paroissiale du

³⁷ Les seigneurs locaux sont assez puissants pour ne jamais entrer totalement sous la dépendance delphinale, ce qui sous-entend aussi une capacité à maintenir des luttes intestines. Ainsi, Hugues de Commiers, issu d'un lignage important en Grésivaudan, dont le château est érigé au-delà du Drac, écuyer des chevauchées dirigées par Rodolphe de Commiers, a été capturé et emprisonné dans le château du Gua par Jean Bérenger, et Odon son frère, en 1357. Nathalie Nicolas signale sa participation aux chevauchées de La Mure (montre du 8 juillet 1368) et de Serres (25 juillet), sous les ordres de Rodolphe. Dans ce second cas, on notera la présence à Serres d'un Jean de Bérenger, sans que son origine – du château de Morges ou de celui du Gua – ne soit précisée. Rodolphe, « capitaine de chevauchée (...) en Gapençais pendant l'hiver 1368-1369 », est accusé par l'archevêque d'Embrun Pierre Ameilh d'extorsion, et d'avoir commandité des pillages et abusé des réquisitions. Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 40 et p. 72, 85 et 90-91. *Procédure devant le juge mage de Grésivaudan contre Jean Bérenger, sgr. du Guâ, Odon, son frère, et leurs complices pour la capture d'Hugues de Commiers au mandement de Miribel et son emprisonnement au château du Guâ. 31 mai 1357*, Yves SOULINGEAS, *Archives familiales du Dauphiné*, tome II, *op. cit.*, n° 169, p 53.

Genevrey, peut-être aussi de celles de Prélénfrey, qu'il protège en premier lieu, comme de Saint-Barthélemy, installé à ses pieds. Probablement doit-on ajouter le médiocre mobilier de la chapelle Saint-Nicolas, et, encore, les outils du meunier du hameau. On rappellera enfin, que cette troupe est composée de soldats « de métiers », ou du moins aguerris au combat, ce qui n'est pas le fait de tous les défenseurs.

La violence serait dès lors ponctuelle – le temps de l'attaque d'un château – et ciblée : elle recherche un butin³⁸, et ne regarde pas aux alentours.

Une proie inaccoutumée : le château du Gua

Nathalie Nicolas signale que, lors de leur remontée le long de la Durance dans les vallées alpines, « les provençaux » pillent et incendient les fonds de vallées, et non les vallons escarpés. Après 1372, elle signale un changement : les bandes s'organisent autour de chefs et « dès lors (...) occupent le terrain en rançonnant les villages »³⁹. Ils s'en prennent aux habitats isolés, aux prieurés et aux monastères et n'agressent que rarement les maisons fortes. De fait, l'attaque, programmée, d'un *castrum*, comme celui du Gua, sous-entend une justification importante : le site de Cluse est perché, éloigné du chemin principal de la vallée, et n'apparaît pas aisé à prendre.

La richesse concentrée dans le site castral par la population semble la cause première. Plus de vingt ans après le début des ravages des routiers et la première chevauchée de nobles du Dauphiné, alors que la société cherche à prévenir le risque de pillage, l'unique bénéfice possible à prendre se trouve derrière les murailles du Gua.

³⁸ Comme le souligne N. Nicolas pour les vallées de l'actuel département des Hautes-Alpes, « si la bataille (*bellum*), motivée par l'honneur et la gloire, prépare la paix, la guerre (*werra*), elle, se nourrit de butin. Le Haut-Dauphiné est donc bien en guerre ». De même, le Grésivaudan, aux portes de Grenoble, est alors « en guerre ». Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 7.

³⁹ Nathalie NICOLAS, *op. cit.*, p. 12.

De nombreux aspects nous échappent sur cet événement : aucune autre pièce ne vient le présenter, et aucune étude archéologique n'a jamais été entreprise sur le site.

Si l'idée d'une violence ciblée sur le château du Gua nous semble concluante, elle repose néanmoins sur un fragile dossier documentaire : issu de la légitimation d'un document perdu, d'une pièce qui « relève plus du ressort des consciences que des actes »⁴⁰, la mention de l'incendie, cet acte anecdotique – il existe une multitude d'incendies similaires – laisse percevoir une violence très organisée. Soldats expérimentés, allant guerroyer en Italie, ils vivent du territoire qu'ils traversent, et sont capables de s'organiser afin d'optimiser leur chance de parvenir à leurs fins : le butin. Si les déprédations sont plus nombreuses au sud, principalement au-delà du Trièves, le Grésivaudan est bel bien touché par la guerre.

Annexe : le testament d'Aynarde de Silvone⁴¹

« Testamentum nobilis Enardae Silvonae. In nomine domini amen Anno Nativitatis (...) domini millesimo tercentesimo septuagesimo quarto (...) et die penultima mensis julli eoram me notario et testibus infrascriptis nobilis Guillelmi Silvonis uxor Nobilis Petri de Velcorcio (...). Et eligo corpori meo sepulturam in simiterio ecclesiae beatae mariae de Genebreto in qua ecclesia volo praecipio et ordino conuocari tercentum dominos capellanos videlicet infra six annos proxime sequentes post obitum meum scilicet infra quemlibet annum ipsorum sex annorum quinquaginta qui ibidem dominica officia tenecantur celebrare pro remedio animae meam parentum et benefactorum meorum

⁴⁰ Je tiens à remercier Mme Dominique RIGAUX, et pour cette formule, et pour sa relecture de cet article.

⁴¹ AD38 G 659, *Testament d'Eynarde de Silvone*, 30 juillet 1374, dans *Cure du Genevrey, Pièce de procédure de procès, copie moderne de 1673, dressé pour Jacques Allaguier, curé, feuillets papier*.

*quilibet ipsorum unus grosseus turon in morem (...) »*⁴². Suit un lègue à l'église de cinq setiers de froment de cens. Ce droit, et l'organisation de la succession entre les mains de *Petrum de Vercorcio (Velcorcio)*, mari d'Eynarde, sont la raison principale de la sauvegarde du testament.

La pièce, compilée en 1673, reprend des ajouts exposant la destruction du château du Gua, et datés du 27 mai 1392 : « *Instantiam suppliciter eorum nobis domino Petro Nicolaii cappellano curato ecclesia beata maria de Genebreto dictae diocesis et afferentes quod anno domini millesimo tercentesimo octuagesimo secundo et die marti antae dominicam ramis palmam qua die erat festum annuntiationis beata mariae castrum de Vado potentis viri Joannis Berengarii dictae diocesis quod totam exceptis parietibus destructum est igne ineffabili urente in quo castro ob timorem armigrum et gentium transive debentium per patriam delphinatus ad faciendum dominum ducem de ante versus Romam reposuerunt ut asserit quandam archam (...) capacem circa quadranginta sestariorum bladi on qua archa apposuerat inter cetera alia bona sua ec dictae ecclesiae plura scripta ec justiciam faciendam pro utillitates dictae ecclesiae dicto igne combusta (...) et nulla ten(...) inuenta in grande dampnum et preiudicium ipsius ecclesiae tam per notarios nunc superuiuentes qua premortuos olim (...) »*⁴³. Le document expose ensuite que c'est « *ad eius Petri curati requisitionem »*⁴⁴ que le recollement des pièces d'archives a été fait.

⁴² « Testament de noble Aynarde Silvone. Au nom du seigneur, ainsi soit-il, l'an de la nativité (...) du seigneur 1374 (...) et l'avant-dernier jour du mois de juillet, moi-même, femme de Pierre de Vercors (...), par mon notaire et par les témoins écrits ci-dessous par le noble Guillaume Silvone. J'élis la sépulture de mon corps dans le cimetière de l'église Notre-Dame du Genevrey dans laquelle église je veux, commande et ordonne que soient convoqués trois cent seigneurs chapelains dans les six ans suivant ma mort, et naturellement pendant ces mêmes six années seront célébrés ici-même cinquante offices du dimanche pour le salut de mon âme et de celles de mes parents, et selon mes bienfaits (qu'il leur soit versé) un gros tournois comme de coutume (...) ».

⁴³ « À l'instance suppliante de notre seigneur Pierre Nicolas, chapelain curé de l'église Notre-Dame du Genevrey de ce diocèse, il est rapporté que l'an du seigneur 1382, et le mardi précédent le dimanche des Rameaux, lequel jour était fête de l'annonciation de la bienheureuse Marie au château du Gua du puissant Jean Béranger de ce diocèse, dont tout excepté les parois a été détruit par un feu terrible dévorant dans ce château à cause de la

crainte des hommes portant des armes devant transiter par la patrie de Dauphiné en direction de Rome pour les besoins du duc, qui s'étaient arrêtés quand on avait déposé une arche (...) de la capacité d'environ quarante sestiers de blé. Et dans cette arche, on avait déposé, parmi d'autres biens de ladite église [Notre-Dame du Genevrey], plusieurs écrits de justice rédigés pour son usage, mais ils furent brûlés par ce feu (...) et rien ne fut [retrouvé] (...), pour le grand dommage et préjudice de l'église comme pour les notaires tant survivants que déjà morts auparavant ».

⁴⁴ « À la réquisition de Pierre [Nicolas] », curé du Genevrey.